

**Nations unies - Syrie/JIM -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 17 novembre 2017)

Monsieur le Président,

La France est atterrée par le résultat de ce vote, en raison du veto de la Russie, le troisième de ce pays sur le JIM, le cinquième sur le dossier chimique syrien cette année, et le onzième sur la Syrie.

Soyons clairs : nous respectons et respecterons toujours la Russie, à qui nous unissent tant de liens. Mais cette accumulation de vetos pose question. Et celui d'aujourd'hui est particulièrement grave, car il est potentiellement lourd de conséquences sur la lutte contre la prolifération et l'usage d'armes chimiques. Ce veto peut donc avoir pour effet de faire peser une menace sérieuse sur notre sécurité à tous.

De quoi s'agit-il ? Si le JIM n'est pas renouvelé ce soir avant minuit, il est dissous. Cela signifie que risque de disparaître avec lui des mois d'efforts, des mois d'efforts communs, des mois d'efforts de bonne foi, pour lutter contre la prolifération et l'usage d'armes chimiques en Syrie.

Dans ce contexte, l'objet du projet de résolution déposé par le Japon, dont je souhaiterais saluer chaleureusement l'engagement, visait simplement à un renouvellement technique de ce régime pour un mois. Il ne s'agissait pas d'une prise de position politique, encore moins d'éléments de nature idéologique. Il s'agissait d'un texte neutre, technique, nous permettant de nous donner le temps nécessaire pour réfléchir, pour dialoguer, bref, pour tenter d'arracher un accord et de montrer ainsi aux yeux du monde entier que ce conseil peut assumer les responsabilités qui sont les siennes.

Si nous n'y prenons garde, Mesdames et Messieurs, le vote d'aujourd'hui, résultat du veto russe, risque d'avoir trois effets.

D'abord, il signifie ipso facto, sauf éléments nouveaux d'ici ce soir minuit ou créativité de procédure, la disparition du JIM, ce mécanisme mis en place par ce conseil, à l'initiative de la Russie et des États-Unis, pour combattre la prolifération et l'usage d'armes chimiques en Syrie.

Ce faisant, c'est la deuxième conséquence, ce vote risque d'affaiblir mécaniquement le régime international de non-prolifération chimique. Il sera interprété en effet, par certains, comme

donnant un blanc-seing à la prolifération et à l'emploi de ces armes ailleurs, puisque nous n'avons pas été capables, collectivement, de l'empêcher et de le sanctionner en Syrie. Il risque de créer de surcroît le terreau le plus favorable pour le terrorisme chimique que nous redoutons tous.

Enfin, le régime international de non-prolifération chimique étant le plus abouti de tous, son affaiblissement risque de créer un précédent dangereux, potentiellement mortel, pour les autres régimes de non-prolifération. Des régimes que l'ensemble de nos pays ont élaborés et développés patiemment, année après année, pierre après pierre, au cours des décennies qui précèdent, et qui constituent aujourd'hui la colonne vertébrale de notre sécurité collective.

Bref, si tout cela se produit, nous payerions tous le prix fort du vote d'aujourd'hui.

Alors, Monsieur le Président, nous ne pouvons pas nous résigner à ces implications désastreuses. Si nous croyons dans ce que nous faisons, si nous croyons, les uns et les autres, que nous sommes ici pour une raison, avec une mission, alors il est impossible de nous résigner. Nous n'avons pas le droit.

C'est pourquoi je voudrais partager avec vous la conviction profonde de la France : le vote d'aujourd'hui, désastreux, ne doit pas, ne peut pas être le mot de la fin. La France ne se résignera ni à ce constat d'échec, ni aux jeux politiques qui ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Face à l'immensité et à la gravité de ces enjeux, alors que le monde entier nous regarde, nous n'avons pas le droit de renoncer. Nous n'avons pas le droit de nous décourager.

Et vous pouvez compter sur mon pays pour continuer ses efforts, dans toutes les enceintes appropriées, par tous les moyens à notre disposition, afin de lutter contre l'impunité, en Syrie et ailleurs, et afin de promouvoir toujours et partout la consolidation des régimes de non-prolifération dont dépend notre sécurité à tous.

Je vous remercie./.